



ELECTIONS

Conseil d'Administration (CA)

Commission Recherche (CR)

Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU)

PROFESSION DE FOI

Scrutin du 17 NOVEMBRE 2016

Liste : « SES-CGT – SNASUB-FSU – SNTRS-CGT »

Le 17 décembre prochain, vous élirez vos représentants au Conseil d'Administration (CA), à la Commission de la Recherche (CR) et à la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU). Le résultat de ce scrutin sera déterminant dans les 4 années à venir sur les choix vous touchant au quotidien. La convergence sur beaucoup de revendications a amené la CGT et le SNASUB-FSU à unir leurs forces pour défendre au mieux vos droits et intérêts.

La **CGT**, n'en déplaise aux médias, est la plus ancienne et la plus puissante force syndicale du pays. Elle rassemble les travailleurs du secteur privé et de la fonction publique. Sa mission, à l'Université, est la défense des intérêts des personnels (enseignants/chercheurs et BIATSS de l'Enseignement Supérieur avec le **SES-CGT** et l'ensemble des ITA, chercheurs du CNRS et INSERM avec le **SNTRS-CGT**) pour un véritable service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche.

Le **SNASUB-FSU** est membre de la Fédération syndicale unitaire (**FSU**) qui est la première force syndicale dans le(s) secteur(s) de l'éducation. Il regroupe les personnels de l'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur (AENES), les personnels ingénieurs techniques recherche et formation (ITRF), les personnels des bibliothèques (BIB), titulaires et non titulaires, actifs ou retraités dans UN SEUL SYNDICAT.

À l'université comme dans les autres services publics, l'austérité imposée par les gouvernements successifs se traduit par des suppressions de postes, des fusions et restructurations à marche forcée, une augmentation de la charge de travail, une dégradation des conditions de travail et une augmentation des pressions hiérarchiques.

Il faut agir pour le maintien d'un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche de qualité : il est le garant de la diversité des enseignements et des recherches portées par notre établissement.

Il faut représenter, défendre et assister tous les personnels (titulaires et contractuels) en veillant au respect de tous leurs droits. La liste est longue des coups portés à nos conditions de vie et de travail :

- les atteintes aux statuts des personnels et à leurs spécificités qui font la richesse de nos filières;
- les suppressions de postes (appelées pudiquement « gels » de postes) ;
- la stagnation des salaires et des carrières des BIATSS, en particulier de la catégorie C ;
- les « techniques managériales » déshumanisantes et infantilisantes qui provoquent de nombreuses alertes aux risques psychosociaux en CHSCT ;
- la non-reconnaissance des missions permanentes pour les personnels contractuels ;
- la mutualisation des personnels sur certaines missions (informatique, finance, technique, ...) ;

- la mise en place de la nouvelle politique d'individualisation des primes (RIFSEEP) ;
- **le désengagement budgétaire de l'Etat (masse salariale, maintenance des bâtiments, fonctionnement des services et unités de recherche) ;**
- la politique d'attribution des logements de fonction, leurs charges locatives et le cadrage des missions ;
- le surcroît de travail pour les agents, dû aux investissements IDEX, sans personnel supplémentaire ;
- au CNRS et à l'INSERM : la politique de site, la chute terrible du recrutement de chercheurs et plus encore des ITA, la réduction drastique du soutien de base aux labos, le taux très bas des primes.

Nous restons particulièrement actifs et vigilants sur des chantiers importants :

- le recensement portant sur le décalage grade-fonction des personnels BIATSS ;
- les conséquences de la mise en place du Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations (PPCR) ;
- les menaces de remise en cause des jours de congés ;
- le suivi de la reconversion des agents de sécurité liée à la suppression des Immeubles de Grande Hauteur (IGH) ;
- la mise en œuvre de la politique sociale (développement de l'action sociale, subventionnement de la restauration, ...) ;
- les projets de mutualisation (Université avec CNRS ou INSERM, université avec autres établissements du site) si elles ont pour but d'économiser du personnel au détriment du service et de la qualité de vie ;
- la défense des UMR menacées de désassociation et de leurs personnels EPST et universitaires.

D'autres dossiers ou problématiques sont à suivre dans un avenir proche :

- le plan campus (maison des personnels ?) ;
- la création d'un comité de suivi pour la restauration accessible (ouverte) aux personnels ;
- le déplacement (parking, transports en commun, ...)
- l'application de la loi Sauvadet (titularisation et CDIisation des personnels contractuels) ;
- la mise en place de la politique indemnitaire du RIFSEEP le plus équitable possible (à échéance 2017).
- la transparence et la justice dans toutes les décisions (primes, promotions, horaires, congés...) et l'égalité de gestion des personnels quel que soit la composante ou le service ;
- les notions de résultat et de mérite, sources de clientélisme et d'arbitraire ;
- le financement du service public par l'État ; nous dénonçons la course aux financements externes et aux dérives qu'elle peut entraîner.

**Autant de domaines où nous ne serons écoutés qu'avec votre soutien fort et vigilant.
Ne laissons pas l'équipe de direction décider de notre avenir sans nous !**

Chaque vote exprimé pour notre liste renforce notre poids et oblige l'équipe de direction à prendre en compte nos revendications et notre défense des personnels.

**Pour les élections aux conseils de l'Université de Strasbourg,
VOTEZ pour la liste « SES-CGT – SNASUB-FSU – SNTRS-CGT »**